

SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 18 JUIN 1935

Rapport de la Commission des Colonies, chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget des Dépenses et des Recettes extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1935.

(Voir les n°s 32, 151, 160 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 29 mai 1935; le n° 104 du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président; BECELAERE, BERNARD, CASTERMAN, HANS, LABOULLE, LEYNIERS, LIPPENS, TEMMERMAN, VAN OVERBERGH, VERCAMMEN et GODDING, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis ouvre, pour les dépenses extraordinaires du Congo belge en 1935, des crédits s'élevant à 44,534,008 francs; comme les recettes extraordinaires sont évaluées à 2,893,290 francs, il restera 41,640,718 francs à couvrir au moyen d'emprunt.

En ce qui concerne le Ruanda-Urundi, les dépenses extraordinaires sont évaluées à 8,800,480 francs — les recettes extraordinaires à 75,000 francs; il restera donc 8,725,480 francs à couvrir au moyen d'emprunt.

Pour le Congo comme pour le Ruanda-Urundi, les crédits demandés sont plus élevés que pour l'exercice 1934.

Nous passerons sommairement en revue, ci-après, les principaux postes du Budget.

I. — CONGO.

1° Un crédit de 10,950,000 francs est demandé pour le « Portefeuille de la Colonie : souscription de titres et valeurs, participations, appels de fonds, augmentation du capital des Régies ».

Ce crédit comporte les postes suivants :

A. souscription de titres et valeurs, participations, appels de fonds, etc., 2,100,000 francs.

Ce crédit de 2,100,000 francs est destiné à faire face aux appels de fonds décidés par les sociétés dont la Colonie détient des titres ou participations

incomplètement libérés, notamment dans le « Syndicat d'études du Bas-Congo », dans lequel la Colonie a une participation de 5 millions qui n'est libérée que de 80 p. c., et dans le « Comité National du Kivu », dont certaines parts ne sont libérées que de moitié.

Ce crédit sert également à souscrire des titres de sociétés dans lesquelles la Colonie est déjà intéressée, lorsqu'elles augmentent leur capital et que la Colonie exerce ses droits de souscription. Enfin, ce crédit permet de faire face à l'augmentation éventuelle du capital des régies de la Colonie.

« Il est impossible, dit le Département, d'autrement préciser, le crédit dont question constituant une prévision ».

Un membre ayant demandé des précisions au sujet du « Syndicat d'études du Bas-Congo », le Département a fourni les renseignements suivants :

« Le Syndicat a pour objet l'étude des points suivants :

- a) la création d'un grand port maritime du Congo et la liaison de celui-ci avec les voies d'accès vers l'intérieur de la Colonie;
- b) la navigation du fleuve en amont de Matadi;
- c) la création, dans le Bas-Congo, de centres de production hydro-électrique.

Son programme consiste dans l'exécution des travaux d'études concernant les points visés ci-dessus.

En ce qui concerne l'activité déployée jusqu'à présent, le Syndicat a envoyé en Afrique :

- une mission pour l'étude de la navigation en amont de Matadi;
- une mission pour l'étude du port de Banana;
- une mission pour l'étude des forces hydrauliques;
- une mission pour l'étude du tracé du chemin de fer reliant Banana au Mayumbe.

Ces missions d'études ont achevé leurs travaux et remis leurs rapports. Ces rapports sont en possession du Département.

Le Syndicat est dirigé par un Comité d'administration composé de huit membres.

Le Comité comprend : quatre membres nommés par le Ministre des Colonies, le Colonel Van Deuren et trois membres nommés par les sociétés participantes.

Le Ministre des Colonies nomme le Président du Comité.

Le Comité d'administration gère les affaires du Syndicat; il dirige et centralise toutes les études; il engage les dépenses et approuve les comptes.

En cas de constitution de sociétés qui seraient chargées d'assurer l'exécution des travaux étudiés par le Syndicat, la Colonie pourrait envisager la récupération des sommes avancées à raison des titres qui lui auraient été octroyés.

Le capital du Syndicat a été utilisé à ce jour à concurrence d'environ huit millions en vue de l'étude des divers points visés dans l'objet social.

Le capital social du Syndicat est fixé à 10 millions sur lesquels 8 millions ont été appelés à ce jour.

B. Subvention récupérable au Ruanda-Urundi pour le service du tiers de sa dette publique, 2,900,000 francs.

Il s'agit ici de la subvention habituelle du Congo au Ruanda-Urundi.

C. Remboursement du capital privilégié de la société des Transports par Trains Fluviaux au Congo (Trafluco), 5,950,000 francs.

Ce poste demande quelques explications.

La « Société de Transports par trains fluviaux au Congo » (Trafluco) société congolaise à responsabilité limitée, a été constituée le 30 avril 1929. Elle avait principalement pour objet l'exploitation de lignes de transport fluviaux secondaires dans la Colonie, plus spécialement par bateaux dits « amphibies », pouvant par leurs propres moyens contourner les obstacles qui se présentent à la navigation.

Cette société a succédé à un syndicat qui avait fait des études préliminaires, et qui avait notamment procédé, en 1921, à des essais sur le Canal de Willebroeck, essais qui avaient fait l'objet de rapports favorables.

La *Trafluco* a été constituée au capital de 7 millions, représenté par 2100 actions ordinaires de 500 francs et 11900 actions privilégiées de 500 francs. Le capital privilégié s'élève donc à 5,950,000 francs; des 11950 actions privilégiées, 10760 ont été souscrites en numéraire, dont 2720 par la Colonie; les autres ont servi à rémunérer des apports.

Sous la date du 26 janvier 1929 est intervenue une convention entre la *Trafluco* et la Colonie du Congo belge, convention ratifiée par la loi du 15 juillet 1930, et par laquelle il est stipulé que « la somme nécessaire pour couvrir l'intérêt et l'amortissement des actions privilégiées sera garantie par la Colonie ».

Le matériel nécessaire à des expériences en Afrique fut commandé et partiellement expédié; une voie (monorail) a été posée le long des rapides de Yambuya, sur l'Aruwimi. Le surplus du matériel, et notamment les pièces détachées d'un premier remorqueur de trains fluviaux, n'a pu être expédié au Congo parce que la société avait épuisé ses disponibilités et n'a pu réaliser une augmentation de capital de 2 millions qui eût été nécessaire.

Bien que les essais faits sur le canal de Willebroeck aient fait l'objet d'un rapport favorable, il convient cependant de dire que l'entreprise a paru, dès le début, aléatoire à beaucoup de techniciens avertis. Quoiqu'il en soit, des récriminations rétrospectives seraient vaines; l'Etat est engagé par une convention formelle; il ne lui reste qu'à s'exécuter et à effectuer le remboursement du capital privilégié qu'il a garanti.

* * *

Il est intéressant de noter, concernant le portefeuille de la Colonie, que celui-ci est actuellement estimé avoir une valeur d'environ 2, 600,000,000 de francs, — y compris la participation dans le Comité Spécial du Katanga.

* * *

Les autres postes prévus au chapitre I n'appellent pas de remarques spéciales.

Un crédit de 1,589,000 francs est prévu pour compléter l'armement de la Force Publique.

Un crédit de 900,000 francs est destiné à couvrir les frais de travaux cartographiques de la mission de triangulation de la zone des Grands-Lacs. Interrogé sur le point de savoir pourquoi ces frais incombent à la Colonie et non à la Minière des Grands-Lacs, le Département a répondu comme suit : « Les terres comprises dans les limites du domaine minier de la Compagnie des Chemins de fer des Grands-Lacs appartiennent à la Colonie. La Compagnie Minière des Grands-Lacs y possède quelques petites mines. Les grandes concessions sont situées à l'Est de la région qui fait l'objet de la triangulation. Celle ci portera sur la région ouverte à la prospection publique des mines par la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains ».

Enfin il est prévu un crédit de 50,000 francs pour le « Fonds d'immigration ». En voici l'explication :

« L'arrêté royal du 2 mai 1910 modifié par l'arrêté royal du 28 mai 1920 prévoit en son article 1^{er} : « Les citoyens belges qui émigrent dans la partie de la Colonie formant la province du Katanga, le district du Kivu et les régions des districts de l'Ituri et du Haut Uélé situées à l'Est du 29^e parallèle, peuvent obtenir du Gouvernement du Congo belge une indemnité de voyage. »

» Un fonds d'immigration de 250,000 francs a été prévu au Budget des dépenses extraordinaires de 1930 sur lequel il a été prélevé, jusqu'à fin 1934, une somme de fr. 87,515-29 consentie, à titre d'avances pour frais de voyage, dans des cas particulièrement intéressants, à certains colons-artisans.

» Ce crédit étant tombé en annulation le 31 décembre 1934, il a été prévu aux mêmes fins, au Budget des dépenses extraordinaires de 1935, sous la rubrique « Fonds d'Immigration » une somme de 50,000 francs ».

Il est permis, à cette occasion, de se demander, s'il ne conviendrait pas que l'Etat encourage de façon plus effective, quoique toujours prudente, la colonisation européenne dans la Colonie. Bien qu'il faille se garder en cette matière d'illusions dangereuses, nous croyons qu'il y a cependant place, dans certaines régions du Congo, pour un nombre appréciable de colons belges, et l'on peut se demander si cette question n'aurait pas dû occuper davantage l'activité du « Comité National du Kivu ». Il est au Congo nombre d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales qui ne peuvent supporter les charges et frais généraux d'une société, mais qui peuvent parfaitement faire vivre dans l'aisance une famille de colons qui y consacre tout son temps. Il est intéressant, à cet égard, de noter par exemple que, sur les 410 plantations de café existant dans la Colonie, 251 ont une étendue de moins de 100 hectares et sont presque toutes exploitées par des colons individuels. Même aux prix actuels, très bas, de certains produits, un colon actif, travailleur, ayant fait un stage préalable, et disposant d'un capital initial suffisant, peut se créer dans la Colonie une existence largement aisée. L'échec d'expériences antérieures, entreprises en des temps où la connaissance des conditions agricoles de la Colonie était encore insuffisante, ne doit pas décourager de nouvelles initiatives. Et nous voudrions voir mettre à l'étude, par le Ministère des Colonies, en collaboration avec les organismes existants (Comité spécial du Katanga, Comité National du Kivu), la possibilité de constituer, sur des bases financières et scientifiques saines, un organisme de crédit qui faciliterait l'installation dans les régions les plus salubres de la Colonie d'un nombre limité de familles belges. Dans la préparation de cet organisme, il faudrait naturellement tenir compte des causes d'échec des essais antérieurs. Notamment, le choix des colons est d'im-

portance primordiale; seuls les agriculteurs de profession devraient pouvoir obtenir l'aide de cet organisme; encore devrait-il être exigé qu'ils disposent personnellement d'un capital suffisamment important, et qu'ils accomplissent au préalable un stage dans l'une des plantations de l'Ineac ou de la S.A.A.K. Nous croyons que, géré de façon prudente, pareil organisme de crédit, dont le capital initial, pour un premier essai, pourrait ne pas dépasser 10 millions, serait de nature à rendre de réels services.

Il ne faut en effet pas sous-estimer l'importance pour notre Colonie de posséder un nombre plus considérable de colons individuels, indépendants, travaillant avec leurs propres capitaux et avec tous les avantages d'une responsabilité personnelle et de l'absence de frais généraux. De nombreux colons étrangers sont établis au Congo; il importe que l'élément belge n'en soit pas absent. De plus, chaque colon, une fois les premières années passées, devient un contribuable, contribue à alimenter le Trésor colonial, est un client pour l'industrie et le commerce belges. Enfin l'expérience acquise a démontré que non seulement plusieurs régions de la Colonie (Haut-Ituri, Kivu, Haut-Katanga, etc.) sont salubres et se prêtent à une colonisation permanente par la race blanche, mais que même les régions tropicales d'altitude moins élevée ne présentent plus, grâce aux progrès de l'hygiène et de l'habitation, les mêmes inconvénients que jadis.

Votre Commission émet en conséquence le vœu de voir étudier de plus près, par le Ministère des Colonies, la possibilité d'accorder une aide plus effective que par le passé à l'établissement de colons belges au Congo.

*
* * *

Au chapitre II nous voyons figurer un crédit de 6,890,624 francs, pour « travaux publics divers des provinces ». Il s'agit, notamment, de la construction d'habitations pour le personnel européen à Léopoldville, pour laquelle il est prévu un crédit de 250,000 francs. Il est permis de se demander, à ce sujet, pour quel motif la Colonie se voit obligée de construire des habitations à Léopoldville, alors qu'il est notoire que de très nombreuses maisons d'habitation y sont inoccupées par suite de la crise. Nous signalons ce point à l'attention du Ministère des Colonies.

La construction d'un laboratoire de bactériologie à Léopoldville, et de 20 blocs-casernes à Léopoldville et à Lulua-gare, absorbe 2,750,000 francs.

Une mention spéciale doit être faite des travaux envisagés à Lusambo et à Costermansville; ils s'élèvent ensemble à 4,500,000 francs. Au total, les dépenses nécessitées par la création des deux nouveaux chefs-lieux de provinces de Lusambo et de Costermansville aura ainsi déjà entraîné un vote de crédits d'un total de 10,165,000 francs. Ce sont là des conséquences de la « réorganisation administrative » décrétée en 1933. Les éléments d'appréciation dont on dispose à ce jour ne permettent pas de conclure que cette réforme, au total, aurait entraîné par elle-même les économies que ses promoteurs avaient fait entrevoir, et cela sans parler de certains inconvénients qui se sont déjà révélés à la pratique. Il est notamment regrettable de constater que de nombreux millions doivent être dépensés à des constructions et travaux d'ordre divers à Lusambo et à Costermansville, alors que ces travaux avaient été effectués à Elisabethville et à Stanleyville, et que de nombreux immeubles y sont inoccupés.

Parmi les crédits affectés aux travaux en question figure un subside de 500,000 francs destiné à la construction d'un pensionnat pour enfants européens à Costermansville. La création de ce pensionnat répond à une véritable nécessité étant donné le nombre assez considérable de colons établis au Kivu avec leur famille. Répondant à une question posée par un membre, le Département a donné à ce sujet les renseignements suivants : « Il s'agit d'un projet de pensionnat à réaliser avec le concours des Dames de la Ste-Famille; les mesures d'exécution restent à étudier. La convention qui sera conclue stipulera, comme toutes les conventions similaires, que les enfants seront, sur la demande de leurs parents ou de l'autorité tutélaire, dispensés des cours de religion ».

Au chapitre III sont prévus des crédits pour les travaux d'utilité publique autorisés par les lois des 21 août 1921 et 8 janvier 1926. Il s'agit de la continuation du programme des grands travaux d'utilité publique. Des crédits de 2,800,000 francs sont destinés à permettre la construction de murs et quais à Stanleyville, ainsi que l'achèvement d'un barrage en palplanches à Port-Francqui.

Dans le crédit total de 18,485,401 francs affecté à des travaux du réseau routier, figure un poste important — 15,191,401 francs — qui constitue un remboursement forfaitaire au Comité National du Kivu des travaux de routes d'intérêt général effectués par ce Comité.

En réalité, les travaux routiers ainsi remboursés ont coûté au Comité National du Kivu 22 millions ; mais la Colonie a estimé ne devoir les reprendre que pour le coût que ces mêmes travaux entraîneraient aujourd'hui, à des prix plus réduits.

La reprise de ces routes, d'une longueur totale de 111,454 kilomètres, est une conséquence des modifications survenues dans les attributions du C. N. Ki. par le décret du 8 mai 1933, approuvant la convention du 28 février 1933 qui a réorganisé le C. N. Ki.

Enfin un crédit de 1,393,983 francs est affecté à des « travaux dans les centres urbains », — travaux dont certains sont également une conséquence de la réorganisation administrative.

* * *

L'Exposé des Motifs du projet de loi fait remarquer qu'aucun crédit nouveau n'a dû être sollicité pour l'alimentation, soit du Fonds de crise, soit du Fonds cotonnier, soit du Fonds temporaire de Crédit agricole. Les crédits d'un total de 108 millions de francs votés en 1931, 1933 et 1934 pour le Fonds de crise s'avèrent plus que suffisants; sur la dotation du « Fonds Cotonnier » de 50 millions, il ne reste dû que 32,500,000 francs, compte tenu des remboursements effectués; enfin la dotation de 50 millions du « Fonds temporaire de Crédit Agricole » n'a été utilisée qu'à concurrence de 41 millions.

C'est là une constatation encourageante, d'autant plus que la hausse de beaucoup de produits de la Colonie améliore sensiblement les perspectives de remboursement des avances consenties. Il n'est pas douteux que la politique de soutien des entreprises agricoles, suivie par le Département pendant les années de crise, a ainsi obtenu de bons résultats. Il n'en reste pas moins vrai que beaucoup des entreprises qui ont bénéficié de ce soutien auront besoin de plusieurs années pour s'acquitter du fardeau des dettes contractées. Il faudra que l'Etat en tienne compte dans sa politique économique. Si, en Belgique, il a été reconnu indispensable de procurer à nouveau aux entreprises « une marge de profits », cela n'est pas moins indispensable dans la Colonie.

Il ne paraît pas douteux que le Gouverneur-général, qui possède une compréhension parfaite des nécessités économiques, ne s'en rende compte. Tous ses efforts doivent tendre à conserver au franc congolais, dans la mesure du possible, la même puissance d'achat, de façon à éviter une hausse des prix des denrées indigènes et des salaires. Pareille politique peut être poursuivie au Congo avec plus de chances de réussite qu'en Belgique; l'économie indigène constitue en grande partie un cycle fermé, fort peu tributaire des marchandises d'importation; et il a été fréquemment constaté au Congo que des hausses de salaires n'y ont qu'un effet très relatif, tous les articles de production indigène haussant de prix immédiatement et proportionnellement, en sorte que la puissance d'achat ne s'en trouve pas accrue. Cette constatation d'expérience doit faire éviter, de la part des autorités, des hausses de prix et de salaires qui n'auraient guère d'effet utile pour les indigènes, tout en accroissant les charges déjà lourdes des entreprises européennes et des colons.

Les années de crise ont mis en lumière un autre fait évident : l'importance pour la Colonie des entreprises agricoles, qu'elles appartiennent à des sociétés ou à des colons. Rares sont en effet les entreprises agricoles qui ont dû être abandonnées; la plupart ont « tenu ». Parce qu'elles ont mis la terre en valeur, créé des plantations, érigé des usines et des habitations, elles ne les abandonnent pas aisément, — au contraire des entreprises commerciales qu'on voit se multiplier aux beaux jours, pour disparaître dès que vient la tourmente. La « permanence » des exploitations agricoles européennes, qui leur a permis pendant les années de crise de continuer à occuper des dizaines de milliers de travailleurs et de nombreux européens, doit leur valoir quelque considération et un appui spécial de la part des autorités.

* *

Les recettes prévues au Budget extraordinaire s'élèvent à 2,893,290 francs, et proviennent du produit de la vente ou du remboursement de valeurs et de créances du portefeuille et de ventes d'autres valeurs capitales du domaine.

II. — RUANDA-URUNDI.

Le total des crédits extraordinaires sollicités s'élève à 8,800,480 francs. Ils comprennent : 4,285,280 francs pour travaux publics, tels que : construction de prisons, d'un commissariat de police, de constructions pour le service médical. Nous ne voudrions pas insister sur des détails, mais nous nous demandons cependant comment la « reconstruction de la toiture de l'habitation d'un médecin, à Kitega, » peut coûter 41,600 francs, — c'est-à-dire autant, à elle seule, que la « construction d'un corps de garde, avec salles de détention, à Usumbura », et plus cher que « la construction d'un magasin de gros pour la pharmacie, à Usumbura », qui n'absorbe que 30,300 francs.

La construction d'une estacade en béton, au port d'Usumbura, et des travaux d'aménagement à la berge d'Usumbura, — travaux réclamés depuis de longues années et indispensables — absorbent 2,565,000 francs.

Enfin, la continuation du programme routier nécessite un crédit de 1 million de francs, et l'aménagement et la construction de ponts un total de crédits de 1,815,200 francs.

Le crédit de 1,000,000 de francs pour l'achèvement du réseau constitue la troisième tranche du programme routier établi en 1933 pour le parachèvement des routes suivantes :

- 1^o la route principale Usumbura-Astrida et la jonction reliant cette artère à la route de Kitega;
- 2^o la route principale Usumbura-Uvira;
- 3^o la route Usumbura-Kitega-N'Gozi;
- 4^o la route secondaire Ruhengeri-Kisenyi.

Le coût de ce programme fut évalué à 9,003,000 francs; une première tranche de 3,000,000 de francs a été accordée par le Budget extraordinaire de 1933; une deuxième tranche de 2,500,000 francs par le Budget extraordinaire de 1934.

Enfin, il est prévu un crédit de 1,700,000 francs pour la lutte contre la peste bovine et la maladie du sommeil du bétail.

* * *

Les recettes extraordinaires du Ruanda-Urundi sont évaluées à 75,000 francs.

* * *

Un membre ayant demandé la portée exacte de l'article 11 du projet de loi, « qui autorise le Ministre des Colonies à consentir des prêts en numéraire aux sociétés envers lesquelles le Gouvernement du Congo belge s'est engagé, en vertu de contrats dûment approuvés par la législature, soit à souscrire des obligations, soit à garantir l'intérêt et l'amortissement des actions ou obligations émises par elle », — le Département a répondu ce qui suit :

« La loi du 21 août 1921 contenant l'énumération des travaux constituant le programme des grands travaux d'utilité publique dans la Colonie dispose en son article 3, que l'exécution des dits travaux pourra être assurée soit par la Colonie ou pour son compte, soit par la participation de la Colonie dans la constitution des ressources financières des sociétés concessionnaires ou chargées de l'exécution des travaux, soit par la reprise des lignes concédées et leur transformation.

» C'est en vertu de cette disposition que, depuis 1926, les budgets extraordinaires de la Colonie comportent une clause libellée comme il est indiqué ci-dessus.

» Elle autorise le Ministre des Colonies à consentir des prêts en numéraire aux sociétés coloniales concessionnaires des grands travaux publics autorisés par les diverses lois, lorsque par suite des circonstances du marché financier, elles ne peuvent procéder immédiatement à l'augmentation de leur capital social ou obligataire, garantis par la Colonie.

» Ces prêts sont remboursés à la Colonie dès que les émissions d'actions ou d'obligations garanties par la Colonie, sont devenues possibles. »

* * *

A l'unanimité de ses membres, la Commission propose au Sénat d'adopter le projet de loi.

Le Rapporteur,
R. GODDING.

Le Président,
V. VOLCKAERT.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 18 JUNI 1935.

Verslag uit naam der Commissie van Koloniën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1935.

(Zie de n^{rs} 32, 152, 160, en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 29 Mei 1935; n^r 104 van den Senaat)

Aanwezig : de heeren VOLCKAERT, voorzitter; BECELAERE, BERNARD, CASTERMAN, HANS, LABOULLE, LEYNIERS, LIPPENS, TEMMERMAN, VAN OVERBERGH, VERCAMMEN en GODDING, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegde wetsontwerp opent, voor de buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo in 1935, kredieten ten bedrage van 44,534,008 frank; daar de buitengewone ontvangsten op 2,893,290 frank worden geraamd, zal 41 miljoen 640,718 frank door leening moeten worden gedekt.

Wat betreft Ruanda-Urundi, worden de buitengewone uitgaven geraamd op 8,800,480 frank — de buitengewone ontvangsten op 75,000 frank — blijft dus 8,725,480 frank door leening te dekken.

Voor Congo evenals voor Ruanda-Urundi, zijn de aangevraagde kredieten hooger dan voor het dienstjaar 1934.

Hieronder geven wij een bondig overzicht van de voornaamste posten der begrooting.

I. — CONGO.

1^o Een krediet van 10,950,000 frank wordt gevraagd voor de « Portefeuille der Kolonie » : onderschrijving van titels en waarden, deelnemingen, geldopvorderingen, verhooging van het kapitaal der overheidsbedrijven.

Dit krediet bedraagt de volgende posten :

4. Inschrijving op titels en waarden, deelnemingen, geldopvorderingen, enz., 2,100,000 frank.

Dit krediet van 2,100,000 frank moet dienen om het hoofd te bieden aan geldopvorderingen besloten door vennootschappen waarvan de Kolonie niet volledig

afbetaalde titels of deelbewijzen bezit namelijk de « Syndicat d'études du Bas-Congo » waarin de Kolonie een aandeel heeft van 5 miljoen waarvan slechts 80 t. h. is afbetaald en het « Comité National du Kivu » waarvan sommige aandeelen slechts voor de helft zijn afbetaald.

Dit krediet moet ook dienen om in te schrijven op titels van vennootschappen waarin de Kolonie reeds belangen heeft wanneer zij hun kapitaal verhoogen en de Kolonie haar inschrijvingsrechten doet gelden. Ten slotte dient dit krediet om eventueel te voorzien in de kapitaalsverhooging van de overheidsbedrijven der Kolonie.

« Het is onmogelijk, zegt het Departement, andere gegevens te verstrekken daar bedoeld krediet een raming is. »

Een lid vroeg nadere inlichtingen betreffende het « Syndicat d'études du Bas-Congo », waarop het Departement de volgende verstrekke :

« Het Syndikaat » heeft voor doel de studie der volgende vraagstukken :

- a) het bouwen van een groote zeehaven in Congo en hare verbinding met de toegangswegen naar het binnenland der Kolonie;
- b) de scheepvaart op den stroom boven Matadi;
- c) het oprichten, in beneden Congo, van centra voor hydro-electrische productie.

Zijn programma bestaat in de uitvoering van studiewerken in verband met deze vraagstukken.

Wat betreft de tot nog toe ontplooidde werkzaamheid, heeft het Syndikaat naar Afrika gezonden :

- een zending voor de studie van de scheepvaart boven Matadi;
- een zending voor de studie der haven van Banana;
- een zending voor de studie der hydraulische kracht;
- een zending voor de studie van het spoorwegtracé tusschen Banana en Mayumbe.

Deze zendingen hebben hun werk voltooid en verslagen ingediend. Deze verslagen zijn in het bezit van het Departement.

Het Syndikaat wordt bestuurd door een Comité van Beheer bestaande uit acht leden.

Het Comité telt : 4 leden benoemd door den Minister van Koloniën, Kolonel Van Deuren en 3 leden benoemd door de deelhebbende vennootschappen.

De Minister van Koloniën benoemt den voorzitter van het Comité.

Het Comité beheert de zaken van het Syndikaat; het bestuurt en centra'liseert al de studiën; legt de uitgaven vast en keurt de rekeningen goed.

In geval van oprichting van vennootschappen belast met de uitvoering der werken door het Syndikaat ingestudeerd, zou de Kolonie kunnen rekenen op de terugvordering der voorgeschoten bedragen, uit hoofde van de haar toegekende titels.

Het kapitaal van het Syndikaat werd tot nog toe benuttigd tot een bedrag van ongeveer acht miljoen voor de studie der verschillende vraagstukken onder het maatschappelijk doel begrepen.

Het maatschappelijk kapitaal van het Syndikaat werd vastgesteld op tien miljoen waarvan tot heden acht miljoen werden opgevorderd.

B. Terugvorderbare toelage aan Ruanda-Urundi voor den dienst van het derde zijner openbare schuld, 2,900,000 frank.

Het geldt hier de gewone toelage van Congo aan Ruanda-Urundi.

C. Terugbetaling van het preferent kapitaal van de « Société des Transports par trains fluviaux au Congo (Trafluco) » : 5,950,000 frank.

Deze post behoeft enkele toelichtingen :

De « Trafluco », Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid werd opgericht op 30 April 1929. Zij had vooral voor doel de exploitatie van secundaire vervoerlijnen op de stroomen der Kolonie, hoofdzakelijk bij middel van zoogezegde « amphibieschepen », welke op eigen middelen de hinderpalen van de scheepvaart kunnen ontwijken.

Deze vennootschap was de opvolgster van een Syndikaat dat voorafgaande studiën had gemaakt en onder meer, in 1921, proeven had genomen op het kanaal van Willebroek, waarover de rapporten gunstig luiden.

De « Trafluco » werd opgericht met een kapitaal van 7 miljoen vertegenwoordigd door 2,100 gewone aandelen van 500 frank en 11,900 preferentaandelen van 500 frank. Het preferentkapitaal bedraagt dus 5,950,000 frank; van de 11,950 preferentaandelen werden 10,760 in baar onderschreven; waarvan 2,720 door de Kolonie; de overige dienden tot vergelding van aanbrengen.

Op 26 Januari werd een overeenkomst gesloten tusschen de « Trafluco » en de Kolonie van Belgisch-Congo, overeenkomst bekrachtigd bij de wet van 15 Juli 1930, en waarbij wordt bepaald det « het noodige bedrag voor de dekking van rente en aflossing der preferentaandelen door de Kolonie wordt gewaarborgd ».

Het noodig materieel voor de proefnemingen in Afrika werd besteld en gedeeltelijk verzonden; een enkelspoor werd gelegd langs de stroomversnelingen van Yambuya op de Aruwimi. Het overige materieel en wel de losse stukken van een eerste sleepboot voor stroomtrossen, kon niet naar Congo worden verzonden omdat de vennootschap haar beschikbaar geld had uitgeput en tot de noodige kapitaalsverhooging met twee miljoen niet kon overgaan.

Alhoewel over de proeven, genomen op het kanaal van Willebroek, gunstig verslag werd uitgebracht, past het toch te zeggen dat vanaf haren oorsprong de onderneming aan vele bevoegde technici gewaagd voorkwam. Wat er ook van zij, hier helpt geen klagen over wat voorbij is; de Staat is gebonden door een uitdrukkelijke overeenkomst; hem blijft niets anders over dan zich daarin te schikken en het door hem gewaarborgd preferentkapitaal terug te betalen.

*
* *

Betreffende de portefeuille der Kolonie valt op te merken dat deze thans wordt geraamd op een waarde van ongeveer 2,600,000,000 frank — met inbegrip van het aandeel in het « Comité Spécial du Katanga ».

*
* *

De overige posten voorzien bij Hoofdstuk I. lokken geen bijzondere aanmerkingen uit.

Een krediet van 1,589,000 frank wordt voorzien om de bewapening van de Landmacht te volledigen.

Een krediet van 900,000 frank is bestemd om de kosten te dekken van de cartografische werken der zending voor de driehoeksmeting van de strook der Groote Meren. Op een vraag waarom die kosten ten laste van de Kolonie en niet van de « Minière des Grands-Lacs » vallen, antwoordt het Departement als volgt : « De *gronden* gelegen binnen de grenzen van het mijngebied van de « Compagnie des Chemins de fer des Grands-Lacs » behooren aan de Kolonie. De « Compagnie Minière des Grands-Lacs » bezit er enkele kleine mijnen. De groote vergunningen liggen ten Oosten van de streek die het voorwerp der driehoeksmeting uitmaakt. Deze zal gedaan worden op het gewest opengesteld voor de openbare prospectie der mijnen door de « Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs Africains ».

Ten slotte wordt een krediet voorzien van 50,000 frank voor het « Inwijkingsfonds ». Ziehier de verklaring :

« Het Koninklijk besluit van 2 Mei 1910 gewijzigd door het Koninklijk besluit van 28 Mei 1920 voorziet in zijn artikel 1 : « De Belgische burgers die » uitwijken naar het deel der Kolonie dat de provincie Katanga, het Kivu- » district en de streken der districten Ituri en Hoog-Uele gelegen ten Oosten » van de 29^e parallel uitmaken, kunnen van het Gouvernement van Belgisch- » Congo een reisvergoeding ontvangen. »

» Een inwijkingsfonds van 250,000 frank werd voorzien op de Begrooting der buitengewone uitgaven van 1930 waarop tot einde 1934 een som van fr. 87,515-29 werd afgenomen, toegestaan als voorschotten voor reiskosten in bijzonder belangwekkende gevallen aan sommige kolonisten-ambachtslieden.

» Daar dit krediet was vervallen op 31 December 1934, werd met hetzelfde doel op de Begrooting der buitengewone uitgaven van 1935, onder de hoofding « Inwijkingsfonds », een som van 50,000 frank voorzien. »

Men mag zich bij deze afvragen of het niet zou passen dat de Staat op doelmatiger, doch immer voorzichtige wijze, de Europeesche kolonisatie in de Kolonie zou moeten aanmoedigen. Hoewel men zich in dit opzicht voor gevaarlijke begoocheling moet behoeden, meenen wij dat er niettemin plaats is in sommige gewesten van Congo voor een merklijk aantal Belgische kolonisten, en men mag zich afvragen of deze kwestie de bedrijvigheid van het « Comité National du Kivu » niet meer had moeten in beslag nemen. Er zijn in Congo tal van landbouw-, nijverheids- en handelsbedrijven die de lasten en algemeene kosten van een maatschappij niet kunnen dragen, doch die een familie kolonisten die er al haar tijd aan besteedt, volkomen in welstand kunnen doen leven. Op dit gebied is het namelijk belangwekkend aan te stippen dat op 410 koffieplantages die in de Kolonie bestaan, 251 minder dan 100 hectaren groot zijn en haast alle door individueele kolonisten geëxploiteerd worden. Zelfs tegen de huidige zeer lage prijzen van sommige producten, kan een werkzaam kolonist, die vooraf een proeftijd heeft doorgemaakt en beschikt over een toereikend aanvangskapitaal, in de Kolonie een ruim welstellend bestaan verwerven. De mislukking van vroegere proefnemingen, ondernomen in een tijd toen de kennis der landbouwvoorwaarden der Kolonie nog ontoereikend was, moet nieuwe initiatieven niet ontmoedigen. Wij zouden dan ook door het Ministerie van Koloniën, in samenwerking met de bestaande inrichtingen (Comité spécial du Katanga, Comité national du Kivu), de mogelijkheid ter studie willen zien leggen op gezonde financieele en wetenschappelijke grondslagen een kredietinrichting samen te stellen om de instelling in de meest gezonde gewesten der Kolonie van een beperkt aantal Belgische familiën te vergemakkelijken. In de voorbereiding

van dit organisme zou natuurlijk dienen rekening gehouden met de oorzaken van mislukking der vroegere pogingen. De keuze namelijk van de kolonisten heeft een hoofdbelang; alleen de beroepslandbouwers zouden de hulp van dit organisme mogen ontvangen; bovendien zou nog moeten vereischt zijn dat zij persoonlijk beschikken over een tamelijk groot kapitaal en dat zij vooraf een proeftijd doormaken in een der plantages van de Ineac of de S.A.A.K. Wij meenen dat, voorzichtig beheerd, dergelijke kredietinrichting, welks aanvangskapitaal voor een eerste poging niet 10 millioen zou moeten overschrijden, werkelijke diensten zou kunnen opleveren.

Men moet inderdaad het belang voor onze Kolonie niet onderschatten een aanzienlijker aantal individueele onafhankelijke kolonisten te tellen, die met eigen kapitaal werken en met al de voordeelen van de persoonlijke verantwoordelijkheid en de afwezigheid van algemeene kosten. Talrijke vreemde kolonisten zijn in Congo gevestigd; het past dat de Belgische burger er niet afwezig zij. Bovendien wordt elke kolonist na de eerste jaren een belastingbetaler, draagt hij bij tot het spijzen der koloniale schatkist, wordt hij een klant van den Belgischen handel en nijverheid. De verworven ondervinding heeft daarbij uitgemaakt dat niet alleen verschillende gewesten der Kolonie (Hoog-Ituri, Kivu, Hoog-Katanga, enz.) gezond zijn en zich leenen tot een bestendige kolonisatie door het blanke ras, doch dat zelfs de minder hooggelegen tropische gewesten, dank zij den vooruitgang aan hygiëne en woning, niet meer dezelfde ongemakken van voorheen opleveren.

Uw Commissie drukt derhalve den wensch uit door het Ministerie van Koloniën van dichterbij de mogelijkheid te zien bestudeeren een meer werkelijken steun dan vroeger te verleenen voor de vestiging van Belgische kolonisten in Congo.

* * *

In hoofdstuk II staat een krediet vermeld van 6,890,624 frank voor «verscheidene openbare werken der provinciën». Het betreft namelijk het bouwen van woningen voor het Europeesch personeel te Leopoldville, waarvoor een krediet voorzien wordt van 250,000 frank. In dit opzicht mag men zich afvragen om welke reden de Kolonie zich verplicht acht woningen te bouwen te Leopoldville, terwijl het gekend is dat zeer talrijke woningen leeg staan door de krisis. Wij maken den Minister daarop attent.

Het bouwen van een bacteriologisch laboratorium te Leopoldville en van 20 kazerne-blokken te Leopoldville en te Lulua-station vergt 2,750,000 frank.

Een bijzondere melding dient gemaakt voor de werken ontworpen te Lusambo en te Costermansville; zij bereiken samen 4,500,000 frank. Globaal zullen de uitgaven veroorzaakt door het aanleggen van twee nieuwe provinciehoofdplaatsen van Lusambo en van Costermansville het goedkeuren van een totaal kredieten van 10,165,000 frank veroorzaakt hebben. Dit zijn gevolgen van de «bestuurshervorming» in 1933 voorgeschreven. De gegevens van beoordeeling waarover men thans beschikt, laten niet toe te besluiten dat deze hervorming, in haar geheel genomen, de bezuinigingen zou medebrengen die haar voorstellers hadden laten voorzien zonder te spreken van de onloochenbare bezwaren die uit de praktijk reeds zijn gebleken. Het is namelijk betreurenswaardig vast te stellen dat talrijke millioenen moeten uitgegeven worden voor allerhande gebouwen en werken te Lusambo en te Costermansville, terwijl deze werken uitgevoerd werden te Elisabethville en te Stanleyville, en dat talrijke gebouwen er niet betrokken zijn.

Onder de kredieten voor bedoelde werken komt een toelage voor van 500,000 frank voor het bouwen van een pensionnaat voor Europeesche kinderen te Costermansville. De oprichting van dit pensionnaat beantwoordt aan een werkelijke behoefte, gezien het tamelijk groot aantal kolonisten in Kivu gevestigd met hun gezin. In antwoord op een vraag door een lid gesteld, gaf het Departement daarover volgende inlichtingen : « Het betreft een ontwerp van pensionnaat op te richten met de medewerking van de « Dames de la Sainte-Famille »; de uitvoeringsmaatregelen moeten nog onderzocht worden. De te sluiten overeenkomst zal evenals alle dergelijke overeenkomsten, bepalen dat de kinderen, op verzoek van hun ouders of voogden, zullen vrijgesteld worden van den godsdienstleergang. »

Bij hoofdstuk III worden kredieten voorzien voor de werken van openbaar nut, toegestaan bij de wetten van 21 Augustus 1921 en 8 Januari 1926. Het betreft de voortzetting van het programma der werken van openbaar nut. Kredieten ten bedrage van 2,800,000 frank zijn bestemd voor het bouwen van muren en kaden te Stanleyville en voor de voltooiing van een afdamming uit damplanken te Port Francqui.

In het totaal krediet van 18,485,401 frank voor de werken aan het baannet, komt een belangrijke post voor van 15,191,401 frank om aan het Nationaal Comité van Kivu werken terug te betalen welke dit organisme betaalde voor het aanleggen van banen van algemeen belang.

In werkelijkheid hebben de aldus terugbetaalde wegenwerken aan het Nationaal Comité van Kivu 22 miljoen gekost; doch de Kolonie oordeelde dat zij ze alleen moest overnemen voor het bedrag dat deze werken thans, aan lagere prijzen, zouden kosten.

De overname van deze wegen, die in het geheel 111,454 kilometer meten, is een gevolg van de wijzigingen aan de bevoegdheden van het N. C. K. toegebracht bij decreet van 8 Mei 1933, waarbij de overeenkomst van 28 Februari 1933 betreffende de hervorming van het N. C. K. werd bekrachtigd.

Ten slotte is een krediet van 1,393,983 frank bestemd « voor werken in de stedelijke centra » — werken waarvan er eenige eveneens het gevolg zijn van een bestuurlijke hervorming.

* * *

De Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp doet opmerken, dat geenerlei nieuw krediet moest aangevraagd worden voor de voeding, noch van het crisisfonds, noch van het Katoenfonds, noch van het Tijdelijk fonds voor Landbouwkrediet. De kredieten voor een totaal van 108 miljoen frank, goedgekeurd in 1931, 1933 en 1934, blijken meer dan toereikend; op de dotatie van 50 miljoen van het Katoenfonds, zullen de geleende sommen slechts 32,500,000 frank bedragen, rekening gehouden met de terugbetalingen; ten slotte werd van de dotatie van 50 miljoen van het Tijdelijk fonds voor Landbouwkrediet slechts voor een bedrag van 41 miljoen gebruik gemaakt.

Deze vaststelling is dus te bemoedigender, daar de stijging van vele producten der Kolonie de vooruitzichten van terugbetaling der toegestane voorschotten aanzienlijk verbetert. Het valt niet te betwijfelen, dat de politiek van steun aan de landbouwondernemingen, door het Departement gevoerd tijdens de crisisjaren, aldus goede uislagen heeft opgeleverd. Het blijft niettemin een feit dat vele ondernemingen die van dezen steun genoten slechts binnen verscheidene jaren zich zullen kunnen kwijten van den last der aangegane schulden. De

Staat zal daarmede rekening moeten houden in zijn economische politiek. Indien het onmisbaar werd erkend in België aan de ondernemingen opnieuw een winstmarge te verzekeren, dan is zulks niet minder onmisbaar in de Kolonie.

Het schijnt niet te betwijfelen dat de Gouverneur-Generaal, die een juist begrip heeft van de economische noodwendigheden, zich daarvan rekenschap geeft. Al zijn inspanningen moeten er toe strekken aan den Congoleeschen frank, in de mate van het mogelijke, dezelfde koopkracht te behouden, ten einde een verhooging van de prijzen der inlandsche waren en van de loonen te voorkomen. Dergelijke politiek kan in Congo met meer kans op welslagen worden gevolgd dan in België; de inlandsche economie vormt voor een groot deel een gesloten kring, die voor geringe mate op ingevoerde goederen is aangewezen; en men heeft dikwijls vastgesteld in Congo, dat loonsverhoging er slechts een zeer betrekkelijken invloed uitoefent, daar de producten van de inlandsche productie onmiddellijk en in dezelfde verhouding stijgen, zoodat de koopkracht er niet door toeneemt. Deze ervaring moet er de overheden toe aanzetten de verhoging der prijzen en loonen te voorkomen die zoo goed als geen nut zou opleveren voor de inboorlingen, terwijl er de reeds zware lasten van de Europeesche ondernemingen en van de kolonisten zouden door stijgen.

De crisisjaren hebben nog een ander feit in het licht gesteld : het belang voor de Kolonie van de landbouwondernemingen, of zij behooren aan vennootschappen of aan kolonisten. Inderdaad moesten slechts zeer weinig landbouwondernemingen worden prijsgegeven; de meeste hielden vol. Daar de grond werd ontgonnen, plantages werden aangelegd, werkhuizen en woningen werden opgericht, worden zij niet licht verlaten, in tegenstelling met de handelsondernemingen, die zich vermenigvuldigen bij voorspoed, om te verdwijnen bij tegenspoed. De « bestendigheid » van de Europeesche landbouwondernemingen, die hun toegelaten heeft tijdens de crisisjaren voort tienduizenden arbeiders en talrijke Europeanen aan den arbeid te houden, moet hun het recht geven op eenige waardeering en op een bijzonderen steun vanwege de overheden.

De ontvangsten voorzien op de buitengewone begrooting bedragen 2 miljoen 893,290 frank, en betreffen de opbrengst van den verkoop of van de terugbetaling van waarden en van schuldvorderingen der portefeuille, en van den verkoop van andere kapitale waarden van het domein.

II. — RUANDA-URUNDI.

Het totaal van de buitengewone kredieten bedraagt 8,800,480 frank. Zij omvatten : 4,285,280 frank voor openbare werken, zooals het bouwen van gevangenissen, van een politie-commissariaat, bouwwerken ten gebruike van den geneeskundigen dienst. Wij wenschen niet in te gaan op bijzonderheden, maar toch vragen wij hoe de « heropbouw van het dak der woning van een geneesheer te Kitega » 41,600 frank kan kosten, t. t. z. zooveel als het « bouwen van een wachthuis met hechteniszalen te Usumbura », en meer dan het « bouwen van een opstapelmagazijn voor de apotheek te Usumbura », waarvoor slechts 30,300 frank wordt voorzien.

Het bouwen van een staketsel uit beton, in de haven van Usumbura, en de werken voor het in staat stellen van den dijk te Usumbura, — werken die sedert vele jaren worden gevraagd en onmisbaar zijn, kosten 2,565,000 frank.

Ten slotte vergt de voortzetting van het wegenprogramma een krediet van 1 miljoen frank en het in staat stellen en werpen van bruggen, een totaal krediet van 1,815,200 frank.

Het krediet van 1 miljoen frank voor de voltooiing van het net omvat de derde schijf van het wegenprogramma in 1933 voor de voltooiing van de volgende wegen :

1^o den hoofdweg Usumbura-Astrida en de verbinding ervan met den weg van Kitega;

2^o den hoofdweg Usumbura-Uvira;

3^o den weg Usumbura-Kitega-N'Gozi;

4^o den bijweg Ruhengeri-Kisenyi.

De kosten van dit programma werden geraamd op 9,003,000 frank; een eerste schijf van 3 miljoen frank werd verleend op de buitengewone begrooting voor 1933; een tweede schijf van 2,500,000 frank op de buitengewone begrooting voor 1934.

Ten slotte is een krediet van 1,700,000 frank voorzien voor den strijd tegen de runderpest en de slaapziekte bij het vee.

* * *

De buitengewone ontvangsten van Ruanda-Urundi worden op 75,000 frank geraamd.

* * *

Op de vraag van een lid naar de juiste beteekenis van artikel 11 van het wetsontwerp, waarbij « de Minister van Koloniën gerechtigd is leeningen in muntspeciën toe te staan aan de vennootschappen jegens dewelke het Gouvernement van Belgisch-Congo de verbintenis heeft aangegaan, krachtens door de Wetgeving behoorlijk goedgekeurde contracten, hetzij op obligaties in te schrijven, hetzij den interest en de uitdelging der door hen uitgeschreven aandelen of obligaties te waarborgen », antwoordde het Departement :

« De wet van 21 Augustus 1921, waarin de werken worden opgesomd die het programma uitmaken van de groote werken van openbaar nut, bepaalt bij artikel 3, dat de uitvoering van deze werken zal kunnen verzekerd worden, hetzij door de Kolonie of voor haar rekening, hetzij door de tusschenkomst der Kolonie in de samenstelling van de geldmiddelen der vergunninghoudende of met de uitvoering der werken belaste maatschappijen, hetzij door de overname der vergunde lijnen en hun vervorming.

» Het is krachtens deze bepaling dat sedert 1926 de buitengewone begrotingen van de Kolonie een clause bevatten opgesteld zooals hooger.

» Zij machtigt den Minister van Koloniën geldleeningen toe te staan aan de koloniale vennootschappen, concessiehoudsters van de groote openbare werken toegelaten door de verschillende wetten, wanneer zij, wegens de voorwaarden van de geldmarkt, niet onmiddellijk kunnen overgaan tot de verhooging van hun door de Kolonie gewaarborgd sociaal of obligatair kapitaal. »

* * *

De Commissie stelt eenparig den Senaat voor het wetsontwerp goed te keuren.

De Verzaggever,
R. GODDING.

De Voorzitter,
V. VOLCKAERT.